

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18116 - 70ÈME ANNÉE

**Dans deux jours, un événement sans précédent dans nos relations avec l'Inde**

## Narendra Modi s'adressera à 700 Réunionnais rassemblés à Saint-Denis

Dans deux jours, le Premier ministre indien sera en visioconférence avec des compatriotes rassemblés au Parc des expositions de Saint-Denis. Ce sera la première fois qu'un chef de gouvernement indien s'adressera à des Réunionnais. C'est un événement considérable qui montre que nous sommes en train de changer d'époque. L'avenir de La Réunion est bien en train de se dessiner dès maintenant.



Narendra Modi est le Premier ministre de l'Inde. Dans deux jours, il s'adressera à des Réunionnais par visioconférence. Ce sera la première fois que le chef du gouvernement de la superpuissance de demain dans l'Océan Indien tiendra un discours à des compatriotes.

Aujourd'hui, Narendra Modi, Premier ministre de l'Inde, doit entamer une visite officielle en France. Ce séjour aura un écho à La Réunion. En effet, samedi soir, le chef du gouvernement indien sera en visioconférence avec 700 Réunionnais au Parc des expositions de Saint-Denis. Le Consul général de l'Inde annonce également la participation du préfet et plusieurs hauts officiels de La Réunion.

### L'avenir se dessine maintenant

Rappelons que le mois dernier, Narendra Modi était en tournée dans l'océan Indien. Après Maurice, il a rendu visite aux Seychelles. Un des objectifs est de faire de Maurice la plaque tournante du déploiement

de la puissance indienne dans la région. Il ne faut pas perdre de vue qu'au cours de ce siècle, l'Inde sera le pays le plus peuplé du monde et dépassera la Chine et ces 1,4 milliard d'habitants. À la différence de l'Empire du Milieu, l'Inde est riveraine du même océan que La Réunion, et elle est beaucoup plus proche.

L'environnement de La Réunion se dessine progressivement. Dans une

génération, les Réunionnais auront à 800 kilomètres un pays émergent de plusieurs dizaines de millions d'habitants, Madagascar, et à quelques heures d'avion une superpuissance économique et politique, l'Inde.

L'Inde sait qu'elle peut s'appuyer sur une diaspora nombreuse à Maurice, La Réunion, Madagascar et en Afrique du Sud. Le développement des transports aériens et des télécommunications permet en effet des échanges beaucoup plus fréquent. Le gouvernement indien permet également à des Réunionnais ayant des ancêtres indiens de pouvoir solliciter un passeport indien. Une partie de nos compatriotes a donc la possibilité d'avoir un lien étroit avec une pays qui sera une superpuissance à l'échelle du monde. C'est là aussi une grande première dans l'histoire de La Réunion.

L'océan Indien n'aura donc plus grand-chose à voir avec ce que nous connaissons aujourd'hui. C'est dans ce contexte mouvant qu'aura donc lieu un échange en visioconférence entre le Premier ministre indien et des compatriotes originaires d'Inde. Le chef du gouvernement indien tiendra un discours, et ce sera la première fois qu'un dirigeant de l'Inde s'adressera directement à des Réunionnais de la diaspora indienne.

### Moins de 6 mois après un amiral indien

Rappelons qu'au mois d'octobre dernier, une flotte de trois vaisseaux et 950 marins de la marine indienne avait fait escale au Port. Elle était conduite par l'amiral Hari Kuram, qui n'était autre que le commandant en chef de la Flotte de l'Ouest, forte de 23 navires. Elle comptait dans ses rangs le Mumbaiï, un des fleurons de la marine indienne. C'était là aussi une première, jamais un amiral indien n'était venu à La Réunion. Moins de 6 mois plus tard, le Premier ministre indien était à Maurice et aux Seychelles. La visioconférence de samedi lui permettra de boucler la tournée. C'est donc un moment charnière qui montre bien que s'ouvre une nouvelle époque.

**M.M.**



En octobre dernier, l'amiral Hari Kumar, chef de la Flotte de l'Ouest de la marine indienne, était en visite à La Réunion.



Le 26 avril prochain, le second Congrès Tamoul-Dravidien rappellera aussi les liens entre La Réunion et l'Inde.

## Edito

### La responsabilité des démolisseurs dans la grève du BTP

**M**ardi, l'Intersyndicale du BTP a annoncé son intention de lancer une grève illimitée à partir du lundi 13 avril pour faire aboutir ses revendications. Les syndicats et les patrons discutent de la revalorisation annuelle des salaires. Les patrons ne veulent pas d'augmentation, sur la base d'une inflation négative. Les syndicats demandent une hausse des salaires de 3 %. L'inflation n'est pas le seul critère, disent-ils. Des travailleurs du BTP seront présents ce matin devant la préfecture. Ils joindront leurs mots d'ordre à ceux des fonctionnaires qui se rassembleront pour protester contre l'application d'une politique d'austérité. Elle se traduit en particulier par le gel du point d'indice. Cela signifie que si un agent de la fonction publique n'a pas de promotion à l'ancienneté ou au mérite, alors son salaire ne change pas. Ce gel date de l'époque où Sarkozy était président de la République. L'alternance en France n'a pas entraîné d'évolution sur ce point, malgré les observations de la Cour des comptes.

La politique d'austérité a des répercussions sur les salaires des agents de la fonction publique. Elle touche aussi les collectivités. Là il n'est plus question de gel des subventions de l'État, mais carrément de baisse. Toutes les communes sont concernées. Elles doivent donc se débrouiller pour compenser le manque à gagner. Le 2 avril dernier, le Haut Conseil de la commande publique (HCCP) a rappelé que les collectivités et autres institutions publiques sont à l'origine de 90 % du chiffre d'affaires du BTP.

Les réunions préparatoires au HCCP du 2 avril ont souligné que le « premier enjeu est celui du financement ». Sont ainsi cités « la fragilité financière de certaines communes qui limite leur capacité de financement » « le délai de versement

des subventions et les difficultés d'avance de trésorerie qui en découlent » « l'adoption d'un budget de transition dans de nombreuses collectivités » à cause du changement de maires lors des municipales, ainsi que « la fin du plan régional d'aide aux communes de la Région ».

Les difficultés financières des collectivités ont donc une influence directe sur le BTP.

L'appel à la grève de lundi montre une aggravation de la crise de ce secteur. Aux suppressions d'emplois et aux difficultés économiques s'ajoute désormais l'échec du dialogue social. Pour se faire entendre, les travailleurs sont contraints de menacer de cesser de travailler, avec tous les sacrifices que cela suppose. Les démolisseurs sont une fois de plus au pied du mur de leurs responsabilités. En effet, cela fait cinq ans que la Région n'a pas construit de lycée, et que le plan pluriannuel d'investissement est au point mort, où sont les nouvelles déviations à quatre voies ? Où est la modernisation promise de la RN3 entre Saint-Benoît et Le Tampon. C'est du jamais vu dans l'histoire de la collectivité. Une dynamique lancée depuis la décentralisation de 1983 a été cassée. Elle avait culminé entre 2004 et 2010 avec les chantiers de la route des Tamarins, du boulevard Sud, de la déviation de Grand-Bois, et lesancements des travaux du tram-train et du pont de la rivière Saint-Etienne, sans oublier les lycées sortis de terre et le Campus professionnel de Saint-Pierre. Si la dynamique avait pu être maintenue, alors l'impact de la baisse des dotations de l'État aurait pu être compensé. Mais aujourd'hui, il ne reste qu'une illusion qui ne tardera pas à s'effondrer : la route en mer.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
70e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

**Journée d'action du 9 avril**

## Grève nationale contre l'austérité

Un préavis de grève nationale a été déposé par CGT, FO, FSU et Solidaires pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement ce jeudi 9 avril. Cette mobilisation, prévue dès le 17 février, vise à maintenir la pression sur le gouvernement.



À La Réunion, les syndicats mobilisés aujourd'hui.

**D**ans un communiqué de presse, daté du 17 février, appelant à la grève ce 9 avril, les organisations syndicales ont affirmé vouloir montrer leur « détermination pour faire aboutir ces revendications et lutter contre l'austérité et ses impacts destructeurs tant socialement, économiquement que démocratiquement ».

Parmi les revendications évoquées, il s'agit de combattre et réduire le chômage, permettre la création d'emplois en changeant de politique économique, préserver les droits et tous les régimes sociaux, garantir et promouvoir le service public, augmenter les salaires (secteurs public et privé), les retraites, les pensions et les minimas sociaux, constituer des priorités sociales, de surcroît en période de crise.

### Se faire entendre du gouvernement

Les syndicats dénoncent le pacte de responsabilité, la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, certains dispositifs de la loi dite « libérale » d'Emmanuel Macron, ainsi que plusieurs décisions des pouvoirs publics et du patronat « aggravant la situation des salarié(e)s, des retraité(e)s et des chômeur(ses) ».

« Ras-le-bol de l'austérité » est devenu le slogan de cette mobilisation, qui s'apparente à un cri d'alarme de l'intersyndicale élargie (CGT, FO, Solidaires, FSU...) pour la cause. Ces derniers défilèrent sans la CFDT, CFTC, CFE-CGC et l'UNSA, qui se

disent « partisans de la négociation plutôt que de la rue ». Pourtant, les quatre syndicats organisateurs ont souhaité par ce biais se faire entendre.

Les conférences sociales instaurées par François Hollande ont atteint leurs limites en raison de l'absence, mainte fois dénoncée, de dialogue social avec les organisations syndicales. Ainsi, avec la volonté du MEDEF de revoir le code du travail et le projet de loi sur le dialogue social, Jean-Claude Mailly, numéro un de FO, a assuré qu'il « y a un mécontentement, il faut être aveugle pour ne pas le voir ».

Pour ce dernier, « il faut combattre l'austérité et ses effets néfastes et se faire entendre par le gouvernement ». Même son de cloche à la

CGT, Philippe Martinez a rappelé que les salariés ont « sanctionné la gauche », raison pour laquelle « il faut arrêter l'austérité dont le résultat est le chômage et la montée de la xénophobie ».

Pour l'intersyndicale élargie, cette journée de jeudi sera l'occasion de « se faire entendre », afin de maintenir le rapport de force. D'autant plus qu'à l'instar d'un nombre croissant de représentants politique de gauche, les syndicats veulent un « changement de cap » dans la politique du gouvernement. Les organisateurs ont reçu le soutien de Lutte ouvrière, du NPA, du PCF, du Parti de Gauche et du Front de gauche.

### Lutter contre l'extrémisme de droite

Inquiet de la montée du Front National dans les urnes, Jean-Claude Mailly a affirmé sur le site de Force Ouvrière que « les salariés ne sont pas dupes et leur mécontentement peut prendre diverses formes, certaines d'entre elles étant risquées démocratiquement. » Un risque également sous entendu par le NPA, qui écrit sur son site que le 9 avril sera « le point de convergence de tous les mécontentements pour les salaires et contre le chômage, pour le retrait de la loi Macron et une étape importante dans la construction d'une opposition au gouvernement unifiant les combats contre l'austérité, le chômage et le racisme ».

Le positionnement est différent pour le leader de la CFDT, Laurent Berger. Ce dernier a assuré qu'il « n'y a pas d'austérité en France », mais des « inégalités ». Une remarque qui a fait réagir Jean-Claude Mailly. Le syndicaliste a accusé la CFDT d'être « de facto complice » de la montée du Front national.

La grève devrait perturber les transports en commun, les hôpitaux, les écoles et les services publics.

**Céline Tabou**



Les enseignants s'opposent à la réduction du nombre de classes.

## Les dix bonnes raisons de se mobiliser ce 9 avril

Sur son site internet, le syndicat CGT a mis en exergue dix raisons pour les salariés, chômeurs, retraités et étudiants de manifester ce jeudi.

1. Parce que je veux vivre de mon travail
2. Pour en finir avec le blocage des salaires des fonctionnaires
3. Pour exiger l'égalité effective des salaires entre les femmes et les hommes
4. Pour préserver nos retraites complémentaires sans reculer l'âge de la retraite
5. Pour que les richesses créées ne soient pas pillées par les actionnaires
6. Pour développer et renforcer les services publics locaux
7. Pour augmenter les salaires et relancer l'économie
8. Pour dire non au projet de loi Macron
9. Parce que pour gagner, il faut lutter
10. Parce que ma Sécu, ma retraite, ma santé j'y tiens

## Génocide de 1994

# Rwanda : les archives de la présidence française déclassifiées

**Les Rwandais ont salué, le 7 avril, la décision du gouvernement français de déclassifier les archives de la présidence française sur le Rwanda de 1990 à 1994, année du génocide contre les Tutsi. Cette avancée laisse les Rwandais sceptiques.**

**C**haque année, le Rwanda commémore les victimes du génocide, cependant l'an dernier lors du 20e anniversaire, le président Paul Kagame avait même accusé la France de participation directe. Au total, 800 000 personnes ont perdu la vie en cent jours. Toutefois, les exécutions se sont déroulées pendant trois mois.

### Un pas vers la vérité

Pour le ministre rwandais de la justice, Johnston Busingye, « les relations politiques, diplomatiques et militaires entre la France et le Rwanda durant la période 1990-1995 ont été une chasse étroitement gardée ». Le fait de pouvoir consulter ces archives pourrait « finalement rendre accessible ce qui se passait à l'époque et éclaircir les nombreux points noirs ou gris laissés en suspens jusqu'ici. On espère seulement que la déclassification sera totale ».

La déclassification de ces archives s'étend de l'année de l'offensive du Front patriotique rwandais (FPR), repoussée grâce au soutien de la France, jusqu'à la première année post-génocide, qui prit fin lors de la rébellion dirigée par Paul Kagame.

Le 6 avril 1994, l'avion du président hutu Juvénal Habyarimana, soutenu par la France, est abattu à Kigali et le chef de l'État tué. Les massacres de Tutsi commencent, entre avril et juillet près de 800.000 personnes, essentiellement issues de la minorité Tutsi, ont été tuées en une centaine de jours, selon les Nations Unies.

### Crise diplomatique entre la France et le Rwanda

Le FPR, créé en Ouganda par des

Tutsi exilés, est devenu le parti au pouvoir. Le président Paul Kagame accuse la France d'avoir apporté son concours au génocide, ce que réfutent les Français. Les accusations ont été la cause de plusieurs crises diplomatiques entre les pays, dont les relations ont été totalement gelées entre 2006 et 2009. Dans une interview parue à la veille du début des commémorations du 20e anniversaire du génocide, en avril 2014, Paul Kagame avait de nouveau accusé la France d'avoir « joué un rôle direct » dans la préparation du génocide et d'avoir pris part « à son exécution ».

Les documents déclassifiés sont composés de notes des conseillers diplomatiques et militaires de l'Élysée, de comptes rendus de conseils restreints de Défense ou de réunions ministérielles. Ces documents seront mis à la disposition « des chercheurs, des associations de victimes et de la société civile ». L'Élysée a indiqué que les archives de l'Assemblée nationale et des ministères des Affaires étrangères et de la Défense seront également déclassifiées.

### Aucune révélation en vue

Pour l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, cette déclassification donne « l'impression dominante est qu'il s'agit d'un processus soigneusement contrôlé, portant sur un corpus très restreint d'archives ». Cependant, pour ce dernier, « la présence de Dominique Bertinotti, représentant l'Institut François Mitterrand, lors de la signature » est un signe inquiétant car « tout indique que la responsabilité de François Mitterrand a été centrale dans les errements de la politique française au Rwanda ».

L'historien « doute absolument de la sincérité du processus initié par l'Élysée », en raison des nombreuses zones d'ombre dans l'histoire de la France au Rwanda. La déclassification est certes une avancée, l'examen des documents sont attendus par les deux parties mais au-delà de l'authenticité des documents, ils ne devraient pas en dire plus, sur ce qui est arrivé.

Les juges, chercheurs français et rwandais tentent depuis des années de répondre à quatre questions essentielles : qui est à l'origine de l'attentat contre le président Hutu Juvénal Habyarimana ? Quels rôles ont joué des espions français, notamment l'ancien officier de la gendarmerie Paul Barril ? La France a-t-elle livré des armes au pouvoir hutu après l'embargo onusien ? Et la France a-t-elle permis aux auteurs du génocide de s'échapper après la conquête de Kigali par les rebelles tutsi du Front patriotique rwandais ?

**Céline Tabou**

## C'en est trope !

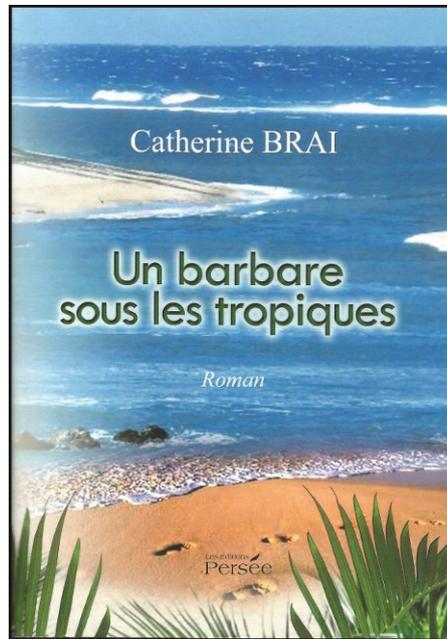
# La vie aux trois-quarts (ou La justice aux mains des barbares)

Il est difficile d'apprécier un roman circéen à sa juste valeur, c'est-à-dire dès lors qu'aucun personnage ne suscite l'empathie du lecteur. Un naturaliste, adepte des rando-nus, collectionneurs de photos intimes, accompagné de sa conquête peu motivée... Si le premier « roman » de Catherine Brai est circéen en majeure partie, il n'est pas flaubertien, dans la mesure où chez Flaubert, il n'y a pas de jugement moral. Le génie du célèbre romancier est dans la simple énonciation de l'horreur. On se souvient de l'anecdote de la sœur du futur écrivain alors qu'elle jouait en compagnie du petit Gustave dans le jardin familial de Rouen. Caroline sent une mouche se poser sur sa joue, son frère lui fait remarquer alors que cette mouche vient de quitter le corps du macchabée qui se trouve juste derrière le mur. Achille, leur père chirurgien, entreposait les cadavres derrière la maison. C'est un peu la même mouche au cadavre qui se pose sur un visage dans la fable, l'Ours et le Jardinier. Ces meilleurs amis du monde faisaient tout de concert, ils mangeaient ensemble, se promenaient ensemble. Un jour que le jardinier faisait sa sieste et que l'Ours veillait sur le sommeil de son ami, une mouche vint à se poser sur la joue du dormeur. Inquiet à l'idée que le vrombissement de l'insecte put réveiller son ami, l'Ours prit une grosse pierre, et écrasa la mouche. À ceci près qu'en l'occurrence, Flaubert est un ours qui s'assume pleinement, un ours qui surmonte ses sentiments. Or, Catherine Brai n'a pas de ces cuistries. On ne quitte pas complètement chez elle le sentiment, quand bien même ce serait celui de la culpabilité. Car enfin, à la faveur du dernier tiers du roman les personnages s'inversent, retournent leur peau, cela dès l'entrée en scène de la justice.

Le lieu du « roman », La Réunion, « lieu bâtard » aux dires du Poète : car à la fois l'ici et l'ailleurs, plante une atmosphère, celle qui émane des tribunaux outre-mers, qui dispensent une justice d'essence goethéenne, en ce sens qu'elle « aime mieux une petite injustice qu'un grand désordre », ce qui ressemble à une fuite en avant plus encline à se tromper dans le si-

lence des prétoires que d'avoir raison dans le bruit de la rue. Cette justice ne craint point l'effet boomerang, nourrissant et se nourrissant du vote Front National à l'échelle nationale.

L'auteure en dresse un tableau précis : « Vous savez, alors qu'en cinq ans le nombre annuel de plaintes pénales et de procès-verbaux est passé de 29 000 à 36 000, le nombre de magistrats au Parquet n'a pas été augmenté. Il y a sur l'île, 6 magistrats et demi pour 100 000



Un Barbare sous les tropiques de Catherine Brai, éditions Persée.

habitants contre 12 magistrats en métropole, soit la moitié ici... Pourtant les problèmes sont les mêmes et mêmes pires ici du fait de la crise économique sévère, de la jeunesse de la population et des mouvements de population... » « Parfois on a même pas le temps de lire tous ces rapports, conclue le premier substitut du Procureur, alors les êtres humains, leurs fureurs, leurs envies, leurs ressentiments, tout ça est enfermé, enfermé dans des boîtes en carton et pire, enfermé dans la prison du temps. »

En un sursaut d'orgueil, le substitut décide « de ne plus bâcler tous les dossiers et s'oblige désormais comme une hygiène de vie de prendre son temps, pour les dos-

siers se terminant par 3 ou par 7. »

La justice française ne s'est toujours pas rendue compte qu'elle est née d'un modèle de société issu de la guerre, de la dissimulation, des coups bas, du marché noir, de la délation, du masque et du manque, que les temps en sont venus à une société de plus grande transparence et de l'hyper-communication. Ces instances obsolettes se fondent sur un mode de fonctionnement qui ne correspond plus à la société dans laquelle elle opère, le procureur Éric de Mongolfier l'a montré de manière insigne dans Le Devoir de déplaie.

L'élément clé du dossier judiciaire du « roman » que le substitut se plaît à banaliser est en réalité un des points d'achoppement de la nouvelle société de crise dans laquelle se construit la citoyenneté : la relation dégradée et violente qu'entretiennent ici plus qu'ailleurs les sexes où l'enfant se fait tour à tour otage, marchandise, quand il n'est pas instrumentalisé à la manière d'Outreau. Une mère malgache en attente de régularisation accuse-t-elle un Allemand d'avoir violé sa fille ? Cela fait dire au substitut : « Il s'agit de faits reprochés à un citoyen allemand sur une jeune fille malgache. Les Réunionnais s'en foutent un peu ». Alors cet Allemand dont les mœurs s'affichent au rebours d'une société réticente prend les contours du parfait coupable. « C'est une île où des gens passent. C'est un procureur qui ne cherche plus », lâche la narratrice. Ce qui fait qu'à la faveur de la Justice, les personnages se retournent, qu'ils se relèvent et se révèlent, trouvant leur propre résistance. Les cochons se remétamorphosent en êtres humains, et les cochers font le cochon. N'est-ce pas là la paradoxale magie du judiciaire ?

**Jean-Charles Angrand**

# Oté

## Lé tar, lé tré tar mé lé pa tro tar !

*Si ni baz si zournal dérné tan, fin di mwa nou néna in vizit. Dopé dé trwa zour zournal i anonss in bon nouvèl pou nou fin di mwa, débi mwa proshin konm sa, a zot i konsidèr sa konm in bon nouvèl. I prètan misié lo promié minis i vyin konmsa pou rann a nou visit, poitan mi krwa pa si ni dwa mank a li bokou. Néna i di li vyin pou romont révèy son bann la gingn in rinsé dann zéléksyon, pétèt li vyin pou drèss lo bor èk banna pou vrèman. Li vyin ran a nou vizit, fo pa nou sanplign a nou.*

*Rapèl anou solman 2012, zéléksyon prézidan, in kou d'pat prézidan Hollande lé éli èk 72 pour san, konm i di néna pou zoué d'dan. Aprés, ansanm-avèk, dan lélan, in pé san konprégnir osi nou la mè nout déstin dan la min 5 dépitè sosialis. Lé minm dépitè la gingn galo lot dimansh. Néna solman trwa zan. Kosa i rèt a nou zordi dé tousala ? Nout péi i viv mié pou otan ? Romark la ba déor lé pa mié, la ba déor zistoman banna i di lo promié minis i donn tout larzan lantropriz, na pwin ryin pou travayèr.*

*Kantanou, ni profit misié lo promié minis, ni profit ou vyin pou poz a ou inn dé késtyon. Pa bozwin kado, ni vé pa, ni vé zis sak i rovyin a nou. Kosa i rovyin a nou ? Lo prézidan i koné li. I rèt a ou avan v'ni alé domann lo prézidan la lis promèss li la fé a nou lo promié avil 2012 la ba sin lui. Sanm pou mwil la lis lé long. Nou la tonm dakor si lo program sèpousa nou la vot an touk pou li. Lé lèr rann a nou kont zordi. Konm di nout kamarad Paul, lé tar, lé tré tar mé lé pa tro tar.*

**Justin**

**Dovine dovinaye, kosa in shoz?**

Plis i ral desi, plis i vien kourt :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**Sigarèt**